



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Belfort, le 2 octobre 2014

Unité Territoriale Nord Franche-Comté

Nos réf. : UTNFC/SPR/PE/FC 2014 - 0918C

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---000---

**Demande d'autorisation d'exploiter en extension
une installation de stockage de déchets inertes attenante à une
fonderie autorisée au titre des ICPE**

---000---

Commune de COLOMBIER FONTAINE

---000---

Pétitionnaire : Société CASTMÉTAL COLOMBIER

---000---

Rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques

La DREAL Franche-Comté est certifiée ISO 9001/v2008 sur une partie de ses missions

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h45 sans rendez-vous

sur rendez-vous uniquement de 14h00 à 16h00

Tél. : 33 (0) 3 84 58 82 08 – fax : 33 (0) 3 84 58 82 07

8 rue du Peintre Heim – CS 70201 - 90004 BELFORT Cedex

www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

I - PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Par demande déposée le 2 octobre 2009 à l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté de la DREAL et complétée les 6 septembre 2010, 28 mars 2011, 27 juillet 2011, 12 septembre 2011, 12 avril et 7 mai 2012, la Société CASTMÉTAL COLOMBIER, dont le siège social est au 2 rue du Doubs – 25260 COLOMBIER FONTAINE, sollicite l'autorisation d'exploiter en extension une installation de stockage de déchets inertes attenante à une fonderie autorisée au titre des ICPE sur le territoire de la commune de COLOMBIER FONTAINE.

La demande présentée vise également à régulariser la situation administrative de dépôts de déchets inertes réalisés sur une partie du site, sur des hauteurs plus importantes que celles autorisées par les arrêtés préfectoraux existants.

Situation géographique et administrative

L'installation de stockage de déchets inertes se situe sur la commune de COLOMBIER FONTAINE, en bordure de la RD N° 26 et le long du Doubs, sur les parcelles cadastrées lieux « Sous les Pommiers » et « Prés Neufs » -Section C-numéros 26, 36 à 80, 866 à 876, 878 à 886 et 1135 à 1139 pour une surface totale de 84 700 m².

Ce secteur est concerné par le PPRi du Doubs approuvé par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2008.

Ces parcelles se situent majoritairement sur les zones 3NA, NDb et ND du POS approuvé le 17 décembre 2009.

L'ensemble du site de stockage comprend six zones (cf plan annexe) :

- la zone n° 1 située sur les parcelles n° 26, 45 à 77, 1136 et 1138 pour une surface exploitable de 31 387 m². Cette zone, située en zone blanche du PPRi, comprend sept secteurs désignés PF1, PF2, PF2', PF2'', PF3, PF4 et PF5. Elle est exploitée dans le cadre des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 226 du 19 janvier 1984 autorisant l'exploitation d'une décharge contrôlée de déchets solides en référence à la rubrique n° 167 B de la nomenclature (Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'Installations Classées-Décharge). Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2009-1102-00414 du 11 février 2009, n° 2010-2206-02315 du 22 juin 2010, n° 2012-067-0003 du 7 mars 2012 et n° 2013-025-0011 du 25 janvier 2013. Ces arrêtés de permettaient le dépôt sur le site de volumes supplémentaires par la rehausse du niveau d'exploitation ;
- la zone n° 2 située les parcelles n° 36 à 44, 78 à 80, 876, 878 à 882 pour une surface de 17 530 m². Cette zone, située en zone blanche du PPRi, comprend quatre secteurs désignés PF6, PF7, PF8 et PF9. Cette zone a déjà été exploitée, le niveau actuel étant de 2,50 m supérieur par rapport au niveau initial du site. C'est sur cette zone que porte la demande d'autorisation d'exploiter à titre de régularisation pour les apports déjà effectués. L'exploitant souhaite également pouvoir poursuivre ses dépôts sur cette zone.

La hauteur maximale exploitable est de 7,5 mètres sur l'ensemble des secteurs des zones n° 1 et n° 2 afin de les porter à la cote maximale 310 mètres NGF par rapport à la cote initiale de 302,5 m ;

- la zone n° 3 située sur les parcelles n° 37, 80, 874 à 876 et 878 à 885 pour une surface de 11 168 m². Cette zone, située en zone rouge du PPRi, a été désignée comme devant être « sanctuarisée » (décision lors d'une réunion sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Montbéliard le 10 septembre 2009), c'est-à-dire que sa situation administrative est régularisée vis-à-vis des dépôts déjà effectués et qu'elle ne doit plus faire l'objet d'aucun apport de déchets ;

- la zone n° 4 située sur les parcelles n° 871 à 875 et 884 à 886 pour une surface de 5 663 m². Cette zone, située en zone rouge du PPRI, a été désignée comme devant être « excavée » pour un volume de 22 378 m³ pour le 31 décembre 2019 selon la même décision en date du 10 septembre 2009, afin de revenir à la position du front d'exploitation de 2006. Le volume excavé sera placé sur les zones n° 1 et n°2. La cote maximale atteinte après excavation sera de 305 m NGF ;
- la zone n° 5 située sur les parcelles n° 867 à 874 pour une surface de 2 616 m². Cette zone, située zone rouge du PPRI, a été excavée en 2010 pour un volume de 9 301 m³ ; les déchets excavés ont été placés sur la zone n° 1 ;
- la zone située sur les parcelles n° 26, 36, 39 61 à 77, 79 à 80, 866 à 875, 878 à 883, 886 et 1135 à 1139 pour une surface de 16 336 m² ne constitue qu'une propriété foncière de la société et ne sera pas exploitée.

L'exploitation de l'installation de stockage des déchets inertes devra s'achever au plus tard le 31 décembre en 2024 compte tenu du rythme actuel de production des fonderies.

En effet, le volume maximal de déchets susceptible d'être apporté annuellement est limité à 5350 tonnes pour les sables provenant de SMC et 7130 tonnes pour les sables provenant de la fonderie de SAINTE-SUZANNE.

Le volume entreposé sera au maximum de 190 964 m³ par rapport au volume initial qui était de 100 000 m³ dans l'arrêté du 11 février 2009 susvisé. Le volume maximal de déchets pouvant être stocké sur le site est donc limité à 290 964 m³, soit 360 241 tonnes.

Activités du site

L'installation projetée ne relève pas en elle-même du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement. Elle est toutefois connexe à une fonderie déjà autorisée au titre de la rubrique mentionnée dans le tableau ci-dessous et doit, par conséquent, être également réglementée en application des dispositions de l'article R.512-32 du Code de l'Environnement. L'extension du stockage constitue par ailleurs, pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dudit code, une modification substantielle des conditions d'exploitation de la fonderie et de son voisinage. Cette modification justifie d'une nouvelle demande d'autorisation, en application de l'article R.512-33-II et III du Code de l'Environnement :

Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire	Nomenclature ICPE Rubriques Concernées	Régime	Situation administrative des installations
Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux	2551-1	A	Fonderie autorisée
Stockage connexe	Néant	/	Sans l'autorisation requise pour l'extension

A : autorisation

II - CONSULTATION ET ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier a été jugé complet et recevable le 15 mai 2012 par l'inspection des Installations Classées. Par suite, l'enquête publique a été ouverte du 1^{er} octobre au 7 novembre 2012 par l'arrêté préfectoral n° 2012 248 0014 du 4 septembre 2012 et les avis des Conseils Municipaux ainsi que des services concernés sollicités.

Par ailleurs, l'avis de l'autorité environnementale, formulé le 28 juin 2012 par Monsieur le Préfet de la Région Franche-Comté, a été notifié à l'exploitant par courrier en date du 3 juillet 2012. Cet avis a été joint au dossier d'enquête publique comme le prévoit l'article R.122-13 du Code de l'Environnement.

Cet avis mentionne, en particulier, la nécessité pour l'exploitant de justifier du caractère véritablement inerte des déchets destinés à être entreposés sur la décharge interne.

2.1 - L'enquête publique

L'enquête publique a donné lieu à une seule visite auprès du Commissaire Enquêteur et à la remise de trois pièces à savoir :

- la visite de Monsieur CORNU, Président de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TROIS CANTONS, qui indique que « Ce dossier n'appelle pas de remarque de (sa) part » ;
- un avis technique de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Doubs en date du 17 septembre 2012, qui préconise de « veiller à ce que les voies d'accès à la zone de stockage soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie », cet avis étant sollicité par ailleurs ;
- les délibérations des Conseils Municipaux des communes de SAINT-MAURICE COLOMBIER (en date du 12 octobre 2012) et COLOMBIER FONTAINE (en date du 25 octobre 2010) dont les avis sont favorables.

Monsieur le Commissaire Enquêteur dans son avis du 28 novembre 2012 a émis un avis favorable.

2.2 - Les avis des Conseils Municipaux des communes concernées

Le Conseil Municipal de BAVANS par délibération en date du 18 octobre 2012 a émis un avis réservé formulé de la façon suivante :

« Le projet est fondé sur le postulat que 100 % des déchets candidats à l'admission sont inertes. Or, les mesures proposées pour la réduction du potentiel polluant d'une grande fraction des déchets n'apportent pas, à ce stade de la procédure, le niveau de garantie du résultat attendu. Le dossier mérite d'être étayé comme repris dans le présent avis, notamment pour déterminer précisément la marge possible de relèvement des seuils d'admission ».

Cet avis est largement fondé sur la teneur de l'avis de l'autorité environnementale susmentionné.

Le Conseil Municipal de COLOMBIER FONTAINE par délibération en date du 25 octobre 2012 a émis un avis favorable à l'unanimité.

Le Conseil Municipal de SAINT-MAURICE COLOMBIER par délibération en date du 12 octobre 2012 a émis un avis favorable.

Les communes de LOUGRES, LONGEVILLE-SUR-DOUBS, VILLARS-SOUS-ECOT et ETOUVANS amenées à donner leurs avis sur la demande ne se sont pas prononcées.

2.3 - Les avis des services concernés

2.3.1. Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles, Economiques de défense et de Protection Civile, le 1^{er} août 2012, a rappelé les risques par lesquels la commune de COLOMBIER FONTAINE est concernée au regard du dossier départemental des risques majeurs, sans émettre d'avis.

2.3.2. La Directrice Déléguée de la Veille, Sécurité Sanitaire et Environnementale, délégation du Doubs de l'Agence Régionale de Santé Franche-Comté, le 11 mai 2012, jugeant le dossier peu différent de celui pour lequel elle avait émis un avis les 10 octobre 2011 et 11 mai 2012, a rappelé par l'envoi de ces deux avis les observations formulées sur le dossier.

Dans son avis du 10 octobre, elle indique « *En bref qu'il n'était pas nécessaire d'invoquer le guide méthodologique d'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS pour réaliser une étude aussi légère et peu argumentée* ».

Elle indiquait en substance qu'en l'état actuel du dossier, elle n'était pas « *en mesure de lui donner un avis favorable* », « *un étayage minimal des arguments avancés dans l'évaluation des risques sanitaires* » étant attendu.

Dans son avis du 11 mai 2012, elle « *constate globalement un contenu plus satisfaisant de l'évaluation des risques sanitaires, même si elle serait encore améliorable* ».

Elle :

- interroge sur la possibilité d'envol de poussières à partir du dépôt en dehors de toute action de dépotage, ces poussières étant caractérisées (aspiration des sableries et des dessableuses) ;
- note une incohérence entre le secteur où réside selon l'étude la population exposée et la rose des vents ;
- demande si le rideau végétal présent et qui doit être renforcé en partie sud est du stockage est en mesure de bloquer tous les envols en direction du village ;
- prends acte d'une étude exploratoire devant être menée au printemps 2012 et indique qu'elle devra être conduite de façon à pouvoir conclure sur l'impact sanitaire potentiel des émissions atmosphériques de la fonderie y compris du dépôt.

Commentaires

Les « sables de fonderies » sont constitués d'un mélange de sable, de bentonite (argile spécifique) et d'eau ; la formulation des noyaux (qui rejoignent, après avoir subi la coulée, pour partie la décharge) fait appel en plus de ces « ingrédients », à une résine (phénolée). Le résultat est compact et dense comme recherché en fabrication. Après fabrication, les déchets de sable collectés aux différents stades de production, auxquels s'ajoutent d'autres déchets non pulvérulents et une fraction pulvérulente issues de l'aspiration des sableries (15 %), présentent de la compacité comme constaté sur site lors d'une visite le 23 janvier 2014. Aucun envol, qui pourrait occasionner un impact pour les populations voisines (après relecture de l'étude d'impact, le sens des vents indiqué est conforme à la rose des vents produite) ne paraît pouvoir avoir pour origine les emplacements de dépôts pas plus que les chemins de roulement à l'intérieur du site, qui sont durs et compacts. Par ailleurs, la remise en état du site, selon le volet paysager fourni dans le dossier, qui sera constituée d'un écran végétal (qui existe déjà pour partie (arbres et bosquets) en périphérie et d'une couverture herbeuse fixera après exploitation les déchets déposés au fur et à mesure sur les différentes zones.

Il est à noter que l'exploitant prévoit, par ailleurs, l'arrosage des pistes le cas échéant et propose d'éviter les périodes de sécheresse pour les travaux de décaissement restant à mener.

Enfin, le présent dossier ne traitant que la demande formulée pour ce qui concerne le dépôt de sable, l'étude exploratoire citée concernant l'ensemble du site (fonderie et dépôt) est exclue de la présente procédure.

2.3.3. Le Chef du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de Belfort-Montbéliard, le 12 septembre 2012 n'a pas formulé d'observations particulières et s'est prononcé favorablement.

2.3.4. Le Directeur Départemental des Territoires, le 13 septembre 2012 a formulé un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

x Biodiversité et milieu naturel

Il estime que l'impact du projet sur les sites Natura 2000 et notamment celui de la moyenne vallée du Doubs mériterait d'être étudié.

Commentaire

L'étude d'impact indique qu'il n'y a ni ZNIEFF ni sites Natura 2000 à proximité. Selon l'étude menée sur la faune et la flore dont il est fait état, l'exploitation de l'installation aura un impact faible dans son périmètre de 200 m et à fortiori vis-à-vis de la Zone Natura 2000 qui est distante de 2 km.

x Prévention des risques inondation

Il relève que les déchets déposés en zone rouge du PPRi depuis avril 2008 ont été retirés et stockés hors zone inondable et qu'il en sera de même des déchets déposés entre mi 2006 et mars 2008.

x Prévention des risques de mouvements de terrain

Il juge que le risque de stabilité de la masse de déchets n'est abordé que de façon succincte et demande à ce que le pendage prévu par l'exploitant soit justifié.

Commentaire

Il est prévu un pendage à 30° (coté nord et ouest et pour partie sud) et un pendage à 45 ° (coté est et pour partie coté sud). La stabilité naturelle du sable représente une pente de l'ordre de 30°.

Le caractère hétérogène de la composition du sable de fonderie, (à noter que la stabilité naturelle de la bentonite représente une pente inférieure à celle du sable) conduit à devoir s'interroger sur la stabilité avec le pendage (à 45°) proposé en fin d'exploitation à 45 °.

Aussi, le projet d'arrêté introduira une proposition demandant à l'exploitant de justifier la stabilité des pentes périphériques lors de l'aménagement final du site.

x Gestion des déchets du BTP

Il relève le caractère disparate des tests de lixivation avec parfois des dépassements de seuils d'acceptabilité pour le dépôt en décharge des déchets inertes. Dès lors, il demande de prévoir des campagnes de mesure par lots homogènes et juge opportun d'identifier une filière ou exutoire pour les déchets ne pouvant être admis ou présentant une surproduction temporaire.

Par ailleurs, il formule des remarques sur les quantités de déchets devant être stockés eu égard au taux de compactage (disparité entre versions de dossiers) tout en indiquant que si les quantités avaient été exprimées en tonne comme le stipule l'arrêté ministériel, la question ne se serait pas posée.

Commentaire

Les pistes d'amélioration dans la gestion des déchets seront abordées dans la suite du présent rapport. Les données concernant les quantités de déchets peuvent apparaître comme disparate au cours de l'évolution du dossier, mais un raisonnement en poids plutôt qu'en volume (taux de compactage variable) n'aurait pas forcément conduit à une valeur fixe pour les quantités devant être déposées eu égard au fait que les pistes d'améliorations menées sur les déchets qui sont au nombre de cinq depuis la date initiale de la demande, conduisent à des variations allant dans le sens de l'optimisation du recyclage et de l'amélioration de la qualité des déchets déposés.

Quant au problème de surproduction temporaire pouvant conduire à devoir rechercher une filière ou un autre exutoire, il ne correspond pas à la réalité de la fabrication.

x Surveillance des eaux

Il indique que le programme de surveillance des eaux est satisfaisant, mais fait remarquer qu'il est nécessaire d'assurer l'entretien des piézomètres de contrôle pour permettre des prélèvements et analyses représentatifs.

Commentaire

L'entretien des piézomètres de contrôle est prescrit dans le projet d'arrêté.

x Diagnostic zone humide

Il relève que le diagnostic des zones humides n'a pas été réalisé selon les dispositions de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié et qu'il ne tient pas compte intégralement du travail d'inventaire.

Commentaire

L'étude menée sur les zones humides a mis en évidence trois zones qui sont en dehors de la zone d'exploitation (rive droite du Doubs, en dehors de la zone d'exploitation et en dehors de la propriété de la société). Les conclusions paraissent satisfaisantes dans le contexte du secteur pour lequel il est par ailleurs indiqué que l'exploitant satisfait aux exigences formulées à l'égard du PPRi.

2.3.5. Le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours, le 26 septembre 2013, a émis un avis favorable assorti de « veillez à ce que les voies d'accès à la zone stockage soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie ».

La demande formulée par monsieur le directeur départemental d'incendie et de secours est prise en compte dans le projet d'arrêté.

2.3.6. Le Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, le 18 octobre 2013 n'a pas émis d'objection au projet.

III - AVIS ET PROPOSITIONS DE LA DREAL

La Société CASTMÉTAL COLOMBIER (reprise des ACIÉRIES ET FONDERIES DE L'EST devenue par la suite SMC, puis CASTMÉTAL COLOMBIER) est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets de fonderie par l'arrêté préfectoral n° 226 du 19 janvier 1984. Cet arrêté a été complété par l'arrêté préfectoral en date du 11 février 2009 afin de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 décembre 2004 relatif aux installations de stockage de déchets inertes provenant d'Installations Classées ainsi que la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles suite à l'examen du bilan de fonctionnement de la fonderie prescrit en application de l'arrêté ministériel du 31 décembre 2004 alors en vigueur.

Il a, par la suite, fait l'objet des arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2010-2206-02315 du 22 juin 2010, n° 2012-067-0003 du 7 mars 2012 et n° 2013-025-0011 du 25 janvier 2013 en vue de permettre la rehausse des dépôts, ces deux derniers arrêtés s'appuyant sur l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes abrogeant et remplaçant l'arrêté ministériel du 31 décembre 2004 alors en vigueur.

Il est à noter que l'installation reçoit par ailleurs des déchets de même nature de la Société CASTMÉTAL FWF appartenant au même groupe et située à SAINTE-SUZANNE.

Le stockage est attenant à la fonderie à l'ouest de la commune de COLOMBIER FONTAINE, lieux-dits « sous les pommiers » et « prés neufs ». L'installation est située en bordure de la RD 36, entre le Doubs et le canal du Rhône au Rhin puis la voie ferrée.

Une extension ayant été réalisée hors périmètre autorisé, la société a déposé un dossier de demande d'autorisation complété en dernier lieu le 7 mai 2012, en vue d'en engager la régularisation et de permettre un alignement de niveau en fin d'exploitation avec la zone autorisée. La demande porte sur l'apport supplémentaire de 190 964 m³ (140 993 tonnes) par rapport à l'autorisation initiale qui était de 100 000 m³ (73 827 tonnes), qui a été portée en dernier lieu à 159 145 m³ (117 496 tonnes) par l'arrêté complémentaire du 25 janvier 2013.

Selon la description détaillée établie en début du présent rapport (situation géographique et administrative) la surface déjà autorisée (Zone n° 1) qui est de 40 000 m², mais dont 31 387 m² sont réellement exploitables, peut être exploitée sur une hauteur maximale totale de 7,5 mètres sur l'ensemble des plates-formes, soit à la cote maximale 310 mètres NGF.

L'exploitation de cette zone objet d'un dernier arrêté complémentaire en date du 25 janvier 2013 doit s'achever au plus tard le 25 septembre 2014 (20 mois à compter de la date de notification de l'arrêté du 25 janvier 2013).

La demande de régularisation et d'extension concerne une surface de 17 530 m² (Zone n° 2), située au sud-ouest de la partie autorisée, devant être portée à une hauteur maximale totale de 7,5 mètres sur l'ensemble des plate-formes, soit à la cote maximale 310 mètres NGF, l'exploitation devant s'achever en 2024.

Par ailleurs, un secteur (Zone n° 3) situé en zone rouge du PPRi a été désigné comme devant être « sanctuarisé » selon un relevé de décision établi sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Montbéliard lors d'une réunion en date du 10 septembre 2009, un autre situé aussi en zone rouge du PPRi doit être excavé (Zone n° 4), enfin un secteur (Zone n° 5 et parcelles non exploitées) est constitué de parcelles excavées ou n'ayant jamais fait l'objet d'un apport de déchets.

Après étude du dossier et examen de l'ensemble des avis exprimés et visite des lieux le 23 janvier 2014, la situation peut être dressée comme suit à l'égard des problèmes évoqués lors de la procédure.

Sur le choix de la Société SMC

La destination choisie par l'exploitant pour l'élimination des déchets de fonderie produits par les Sociétés CASTMÉTAL SMC et CASTMÉTAL FWF reste l'installation de stockage de déchets inertes connexe à la fonderie de COLOMBIER FONTAINE.

Au vu du dossier présenté et des études menées relatives aux possibilités alternatives (élimination en cimenterie, lavage des sables et recyclage), la Société n'a pour l'heure pas d'alternative, malgré les pistes d'amélioration et les possibilités de traitements pour l'élimination des sables de fonderie et des déchets associés des deux usines du Groupe, après avoir :

- mis en œuvre les meilleures techniques disponibles de réduction des déchets à la source (régénération de 95 à 98 % des sables et optimisation de la fusion limitant les crasses et le laitier), le document BREF fonderie indiquant dans ce type de situation un taux de recyclage à atteindre compris entre 90 et 95 %. Il est à noter que la régénération consiste lors du décochage, après la coulée et le refroidissement, à récupérer après dégrillage, criblage, tamisage et enfin passage sur tambour magnétique, une très forte proportion du sable mis en œuvre dans les moules et les noyaux. Ce sable récupéré est mélangé avec un « appoint » de sable (+ bentonite) neuf qui compense les pertes liées aux refus de décochage et autres formes de sable non récupérable. L'ensemble des moyens mis en œuvre conduit à ne devoir éliminer qu'un maximum de 17 tonnes de sable par jour (en fait ce chiffre baisse régulièrement, le tonnage moyen arrondi produit par SMC étant de 5 000 tonnes par jour et celui de FWF étant de 6 500 tonnes par jour) contre 352 tonnes si aucune mesure de régénération n'était prise ;
- exploré depuis 15 ans les pistes de valorisation matière, puis d'autres possibilités de stockage dans la région, à savoir :
 - la valorisation en technique routière. Cela n'a pas été retenu par les professionnels de travaux publics. Selon l'exploitant, l'APRR interrogé n'a pas retenu les déchets de fonderie comme acceptables, la granulométrie ne correspondant pas à leurs besoins. Au demeurant, les critères d'acceptation sont identiques en techniques routières (déchets inertes) ;
 - la valorisation en cimenterie pour lequel le protocole industriel est à présent validé sur certains déchets (code 10 09 08 - noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée et représentant 21 % de la production de déchets). Les déchets de refus de décochage et les poussières de sablerie de CASTMÉTAL FWF (800 t/an au total TOTAL) pourraient y être dirigés de même que les poussières de sablerie de CASTMÉTAL COLOMBIER (1 000 t/an) ;
 - la valorisation en matériaux de remblaiement en centre d'enfouissement, solution pour laquelle le demandeur indique que les exploitants de centres d'enfouissement n'ont pas de besoin ou ne peuvent accepter de tel déchets du fait des prescriptions qui leur sont imposées (non conformité au plan d'élimination des déchets) ;
 - l'élimination par mise en décharge externe, avec une difficulté liée au volume conduisant à un remplissage rapide du site, selon l'exploitant d'un site contacté.

Par ailleurs, les Sociétés SMC et FWF indiquent avoir recherché avec un principe de proximité de nouveaux terrains susceptibles d'être aménagés sans succès.

Il lui est apparu, en effet, notamment que :

- le site actuel est compatible avec la zone au regard du POS ;

- que le contexte géologique et hydrogéologique doit être favorable. Il doit en particulier présenter une barrière passive (perméabilité naturelle) qui dans le temps ne doit pas être sollicitée ; à cet égard, une étude réalisée en 2010 par le bureau SCIENCES ENVIRONNEMENT de BESANÇON n'avait pas mis en évidence dans le secteur un contexte favorable (perméabilité naturelle trop importante). Dans le cas où l'existence d'une barrière passive serait assurée, il conviendrait de la compléter par la mise en place d'une barrière active qui ne serait pas viable économiquement (excavation des matériaux déjà en place, mise en place de la barrière et remise en place des matériaux).

Par ailleurs, la société s'est engagée dans la recherche de la possibilité de lavage des sables. Cette possibilité n'a pas abouti industriellement à ce stade. Il faut en outre que le sable soit réutilisable pour la fabrication de noyaux.

Passé l'examen des différentes filières et possibilités de traiter les déchets issus des fonderies du groupe la situation peut être dressée comme suit :

- pour ce qui concerne la qualité des déchets et l'impact du dépôt sur la qualité des eaux souterraines et de surfaces

Selon une étude établie par le cabinet BURGEAP en date du 8 novembre 2013 (remise le 6 mars 2014) traitant de la caractérisation des déchets et de l'évaluation de l'impact de leur stockage, les critères d'admissibilités pour les déchets produits par la société sont majoritairement respectés au regard des dispositions de l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes (celui-ci remplace l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif aux installations de stockage de déchets industriels inertes provenant d'Installations Classées).

Cependant ne sont pas conformes (malgré la possibilité d'adaptation prévue par l'arrêté ministériel).

pour les résidus de moules (code 10 09 08) représentant 21 % des résidus en poids

- l'indice Phénols (la norme est de 1 mg/kg de déchets adaptable à 3 mg/kg de déchets) mesuré à 9,4 mg/kg ;
- les fluorures (la norme est de 10 mg/kg de déchets adaptable à 30 mg/kg de déchets) mesuré à 21 mg/kg ;
- le molybdène (la norme est de 0,5 mg/kg de déchets adaptable à 1,5 mg/kg de déchets) mesuré à 2 mg/kg ;

pour les déchets d'aspiration de la sablerie (code 10 09 12) représentant 15 % des résidus en poids

- le COT (la norme est de 500 mg/kg de déchets non adaptable), mesuré à 520 mg/kg ;
- l'indice Phénols (la norme est de 1 mg/kg de déchets adaptable à 3 mg/kg de déchets) mesuré à 16 mg/kg ;
- les fluorures (la norme est de 10 mg/kg de déchets adaptable à 30 mg/kg de déchets) mesurés à 88 mg/kg ;
- l'arsenic (la norme est de 0,5 mg/kg de déchets adaptable à 1,5 mg/kg de déchets) mesuré à 2 mg/kg ;

pour les déchets du parachèvement (code 10 09 12) représentant 29 % des résidus en poids

- les fluorures (la norme est de 10 mg/kg de déchets adaptable à 30 mg/kg de déchets) mesurés à 53 mg/kg ;

Sur la base de ces résultats, l'Inspection des Installations Classées a questionné l'exploitant sur les propriétés des argiles, de la bentonite et de la silice qui sont mises en œuvre pour la fabrication des moules. Selon sa réponse, qui est parvenue à l'inspection des Installations Classées le 6 mars 2014 (avec l'étude BURGEAP), et selon un complément de dossier valant demande de relèvement des seuils d'acceptabilité, la bentonite (argile utilisée en fonderie) qui est de structure feuilletée a la propriété de fixer et de concentrer les polluants. Cela est mis en évidence par le fait qu'une analyse sur lixiviats et sur composition brute ne mobilise pas les mêmes polluants. L'exploitant nous a par ailleurs indiqué qu'une analyse pratiquée sur de la silice pure ne répondait déjà pas aux critères de qualification des déchets inertes du fait de la concentration en sélénium. A contrario, une analyse de la composition brute ne permet pas de mesurer la concentration en Sélénium (valeur inférieure à la limite de détection).

Enfin, à propos de la présence métaux lourds et de Phénols, les données suivantes nous ont été fournies :

- les « manchons » qui sont des éléments réfractaires placés dans le moule, et qui permettent le maintien en température du métal lors de la coulée, sont essentiellement composés de silice. Ils présentent des teneurs en métaux (Aluminium notamment), ainsi que du Fluorure révélée par l'analyse sur lixiviats avec des concentrations supérieures aux limites d'acceptation des déchets inertes (L'analyse révèle par ailleurs notamment la présence de Sélénium, Antimoine et Plomb). L'exploitant indique qu'il va suivre avec son fournisseur des essais portant sur des manchons sans fluorures. La chromite utilisée ponctuellement sur les zones chaudes d'un moule représente moins de 0,006 % du sable utilisé ;
- selon la fiche de données toxicologique et environnementale de l'INÉRIS pour ce qui concerne les Phénols, ils seraient de caractère biodégradable et posséderaient un faible potentiel de bioaccumulation. Cela confirmerait les résultats de l'étude du bureau BURGEAP sur ces déchets qui montrent une absence de phénols dans les eaux souterraines au droit du site.

Pour ce qui concerne les déchets de crasses et de laitiers (code 10 09 03), ils n'ont pas été intégrés dans l'étude car ils répondent aux critères d'acceptations de l'arrêté du 28 octobre 2010. Interrogé sur ce point le 7 janvier 2014, l'exploitant nous a confirmé le caractère inerte de ce déchet.

De même les réfractaires (1 % - code 10 09 99) non lixiviable par nature (non pulvérulents et assimilables à des gravats) n'ont pas été intégrés dans l'étude.

De l'étude d'impact environnemental du bureau BURGEAP les conclusions suivantes peuvent être retirées :

De l'étude de vulnérabilité des milieux, il ressort que :

- les eaux souterraines ne sont pas impactées au droit du site malgré l'absence de couche imperméable rendant vulnérable la nappe contenue dans les alluvions au droit du site vulnérable. Le site se situe en dehors du périmètre de protection du captage d'eau potable le plus proche localisé à SAINT-MAURICE, soit à 2,8 km ; l'environnement du site est peu sensible en l'absence de zone naturelle sensible.

Il en découle que le Doubs est un milieu vulnérable (connexion nappe/ rivière) et sensible, des usages récréatifs ayant été identifiés. L'analyse des données de suivi de la qualité des eaux amont /aval a révélé que la seule incidence potentielle concerne le paramètre cuivre (absence à l'amont et teneur aval de 40 µg/l). Ce paramètre n'ayant cependant pas été détecté sur les déchets stockés et ceux produits, l'origine de la dégradation n'est donc pas le site de l'installation.

Du programme analytique relatif au milieu, il ressort que :

- la qualité de la nappe est stable depuis le suivi piézométrique (1987), les valeurs de référence sont généralement respectées avec des dépassements pour le Fer, l'Aluminium et les Fluorures ;
- des ions cuivre non détectés à l'amont sont présents (40 µg/l) dans les eaux superficielles à l'aval ;
- du Cuivre, du Fer et des HAP sont présents dans les sédiments et augmentent entre l'amont et l'aval ;
- l'état écologique et chimique du Doubs est globalement mauvais (HAP).

De la caractérisation des déchets (déchets entrant et déchets présent selon différentes périodes) il ressort que :

- les résultats de relargage par percolation (traversée lente dans le déchet) sont cohérents avec les essais de lixiviation (extraction) ;
- les déchets ne présentent aucun dépassement de seuil selon la norme NFCENT/TS 14405 les caractérisant comme dangereux.

Les déchets peuvent être considérés comme non dangereux vis-à-vis de leurs caractéristiques chimiques.

De la synthèse des résultats des essais il ressort que :

pour ce qui concerne la solubilité

- des éléments fortement solubles sont présents (résine phénolique, argile, amidon, chaux) ;
- le comportement des déchets est classique en matière de relargage (maximal au départ puis forte diminution) ;

pour ce qui concerne le Phénol

- il est issu des résines de noyautage ;
- il est biodégradable et présente un faible potentiel de bioaccumulation ;
- il est présent dans les déchets mais se dégrade sans impacter le remblai et les milieux extérieurs ;

pour ce qui concerne les eaux superficielles et les sédiments :

- il n'y a pas de transfert de pollution vers le milieu sensible, aucun des polluants présents dans les déchets ou le remblai ne se retrouvant dans le Doubs ou les sédiments ;
- le seul transfert de pollution avéré dans les eaux souterraines, qui est vers un milieu non sensible, concerne les Fluorures qui sont présents dans les déchets et le remblai.

L'exploitant sollicite (dossier déposé le 6 mars 2014) donc l'adaptation des seuils d'acceptabilité des déchets prévus par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 en son article 10, le seul transfert de polluant s'adressant aux Fluorures, uniquement vers les eaux souterraines, sans usage en aval immédiat avec un impact non significatif. Cet article 10 prévoit que :

« Après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par ce déchet peuvent être adaptées [facteur 3 maximum] par arrêté préfectoral ».

Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur éluat [adaptation possible ne dépassant pas un facteur 2 pour le contenu total].

L'exploitant interrogé le 7 janvier 2014 sur ce paramètre qui présente des dépassements faibles, nous a indiqué que ces dépassements faibles (520 pour 500 mg/kg) et rares pouvaient être attribués à une mauvaise méthode d'échantillonnage sur une période présentant d'avantage de moules cassés, donc n'ayant pas subi la coulée. Il a proposé de revoir l'échantillonnage de ses déchets en reprenant la méthode utilisée par le Cabinet BURGEAP, de façon à satisfaire par ailleurs à la demande de l'inspection des Installations Classées de contrôler les caractéristiques de ses déchets de façon plus précise et régulière ainsi qu'à celle formulée par Monsieur le Directeur Départemental des Territoires .

Eu égard aux conclusions de l'étude d'impact, la demande de l'exploitant portant sur la possibilité d'adaptation de seuils prévue par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 nous apparaît comme recevable.

De même, les données fournies dans l'étude d'impact et dans ses conclusions établies par le Cabinet BURGEAP ainsi que les démarches engagées et réalisées par l'exploitant nous semblent répondre aux avis exprimés lors de la procédure, tant par le Conseil Municipal de BAVANS qui reprend la demande formulée dans les conclusions de l'avis de l'autorité environnementale, que par Monsieur le Directeur Départemental des Territoires pour ce qui concerne le thème de la gestion des déchets.

Par ailleurs afin de juger de la situation environnementale du site et suite à l'examen du dossier nous avons procédé à une visite d'inspection de l'usine et du stockage de déchets en date du 23 janvier 2014. Dans le prolongement de cette visite, nous avons demandé à l'exploitant :

- d'établir un historique des résultats d'analyses portant sur l'indice Phénols (XPT90109) comme le prescrit l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010,
- de procéder à un test "d'évanouissement" à partir d'analyses de « pas » hebdomadaire sur un échantillon dont la représentativité était à reprendre,
- d'examiner la possibilité d'effectuer « un tri du tri » de façon à juger de la faisabilité d'appauvrir le déchet par retrait du résiduel des noyaux imbrûlés (fraction des déchets la plus riche en phénols, qui se présentent sous la forme de « morceaux » dans les déchets de sable).

L'historique est parvenu à l'inspection des Installations Classées le 28 mars 2014.

L'étude menée sur l'historique devait être complétée par de nouvelles analyses visant à démontrer la biodégradabilité du phénol.

L'examen de la possibilité d'effectuer un « tri du tri » n'est pas apparue pertinente selon l'exploitant (densité des différentes fractions insuffisantes pour opérer une séparation par densité et résidus des noyaux récupéré au décochage ne présentant pas d'apports polluants très significatifs).

Les résultats communiqués concernant le taux de phénol, après plusieurs résultats infructueux portant sur des tests « d'évanouissement » se sont finalement avérés satisfaisants dans des analyses pratiquées en juillet et août 2014. L'exploitant s'était jusqu'alors focalisé sur l'abaissement du taux de phénol dans les résines sans en examiner certaines autres caractéristiques (notamment la nature du solvant associé au phénol). Les résultats mettent par ailleurs en évidence le respect, à deux paramètres près, de l'ensemble des valeurs limites.

Ainsi, selon six résultats d'analyses pratiquées (19 paramètres mesurés) sur des déchets (résidus de moules, aspirations sablerie et parachèvement) provenant tant du site de COLOMBIER FONTAINE que de celui de SAINTE-SUZANNE l'indice phénol est inférieur à 0,1 mg/Kg de matière sèche pour une valeur limite fixée à 1 mg/Kg. L'ensemble des paramètres mesurés sont inférieurs au seuil de la mesure, voire inférieurs à la valeur limite. Quelques mesures approchent la valeur limite (fluorures une fois à 9,6 pour 10 mg/Kg molybdène une fois à 0,46 pour 0,5 mg/Kg) ou sont au-dessus (molybdène une fois à 1,3 pour 0,5 mg/Kg et antimoine une fois à 0,1 pour 0,06 mg/Kg).

Dans ces conditions les déchets après les travaux menés sur les résines satisfont aux critères d'admissibilité. Il conviendrait comme indiqué supra d'adapter certains seuils afin d'éviter des dépassements ponctuels.

Impact sur la pollution de l'air

Ce thème a été abordé par Madame la Directrice déléguée à la Veille et Sécurité Sanitaire et Environnementale - délégation du Doubs.

Ce point qui a été commenté supra, nous conduit à ne pas demander d'avantage à l'exploitant eu égard aux caractéristiques des produits déposés, à la position des riverains les plus proches, à la protection végétale en périphérie de site, à la faiblesse du trafic sur site et aux et aux propositions de l'exploitant en matière d'exploitation (arrosage des pistes et évitement des périodes sèches pour les dépôts).

Impact sur le niveau sonore

L'exploitation du site de stockage des sables de fonderie n'est pas à l'origine de bruits ou de vibrations notables.

Impact paysager et intégration dans le milieu

Le volet paysager a été abordé dans un commentaire de l'avis exprimé par Madame la Directrice déléguée à la Veille et Sécurité Sanitaire et Environnementale - délégation du Doubs.

Les propositions de l'exploitant, qui consistent à végétaliser les pentes périphériques et la base du site par des essences locales (aulnes, saules, frênes) au fur et à mesure de la cessation d'exploitation des plateformes de stockage et à mettre en place une couverture herbeuse sur la partie supérieure, nous paraissent satisfaisantes. Seule, comme indiqué dans un commentaire de l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, la stabilité devra être justifiée. Dans ce cadre, le projet d'arrêté prévoit que l'exploitant doit remettre sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté une étude démontrant que le pendage retenu pour les différents côtés figurant dans l'étude paysagère associée à l'étude d'impact est de nature à garantir la stabilité de la masse des déchets et éviter les glissements.

Trafic

Le trafic associé à l'amenée des déchets vers le site (déchets en provenance de CASTMÉTAL FWF) à partir des RD 663, ou RD 663 puis DR 126 ou RD438 puis 126 (trois possibilités d'accès) est faible (8 PL par jour) vis-à-vis du trafic global dans le secteur tant PL que VL. La desserte directe vers le site à partir de la fonderie CASTMÉTAL COLOMBIER représente un trafic identique.

3.1 - En ce qui concerne la prévention des risques

La situation du site vis-à-vis du risque inondation a été abordé lors de l'examen de la demande. Une partie du site se trouve en effet en zone rouge du PPRi. Il a été décidé lors d'une réunion sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Montbéliard en date du 10 septembre 2009 à laquelle participait l'exploitant, Madame la Directrice Départementale de l'Equipement et de l'Agriculture et la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement que :

- la zone n° 3 située en zone rouge du PPRi doit être « sanctuarisée » (maintenue et régularisée) ;
- les zones n° 4 et 5 situées en zone rouge du PPRi doivent être « excavées ». Cela est fait (en 2010) pour la zone n° 5 d'une surface de 2 616 m² pour un volume de 9 301 m³ et les déchets placés sur la zone n° 1. Cela est programmé pour la zone n° 4 d'une surface de 5 663 m² pour un volume de 22 378 m³ pour le 31 décembre 2019 selon la même décision en date du 10 septembre 2009.

IV - CONCLUSIONS

Sur la base des propositions techniques formulées par l'exploitant dans son dossier, des avis exprimés et des conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur ainsi que des données fournies à l'inspection des Installations Classées suite aux travaux réalisés sur les produits mis en œuvre (résines de noyautage), il apparaît que la demande formulée par la Société CASTMÉTAL COLOMBIER qui vise à être autorisée à procéder à l'extension de son installation de stockage de déchets et à régulariser des dépôts pratiqués sur des hauteurs plus importantes que celles autorisées peut être reçue favorablement.

L'exploitant devra se conformer au projet d'arrêté ci-joint qui reprend l'ensemble des dispositions techniques contenus dans l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. Cet arrêté annule et remplace les dispositions du chapitre 8.4 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 complété les 22 juin 2010, 7 mars 2012 et 25 janvier 2013 qui réglementait l'installation de stockage de déchets inertes jusqu'alors.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 2 octobre 2014	Belfort, le 2 octobre 2014	Besançon, le 6 octobre 2014
Signé	Signé	Signé
Inspecteur de l'Environnement	Inspecteur de l'Environnement	SPR